



HAL
open science

La diplomatie informelle de Lord Lansdowne en France, 1789-1792

Emmanuelle de Champs

► **To cite this version:**

Emmanuelle de Champs. La diplomatie informelle de Lord Lansdowne en France, 1789-1792. F. Pernot, E. Vial. Services ”, Renseignement, “ Grandes Oreilles ” de l’Antiquité au XXIe siècle : légendes et réalités ”, actes de la journée d’études organisée au château de la Roche-Guyon le 6 février 2016, Editions de l’oeil, 2017. hal-03181708

HAL Id: hal-03181708

<https://hal.science/hal-03181708>

Submitted on 5 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La diplomatie informelle de Lord Lansdowne en France, 1789-1792

À la veille de la Révolution française, William Petty, deuxième comte de Shelburne et premier marquis de Lansdowne, diplomate et pair d'Angleterre (1737-1805), a perdu beaucoup de son pouvoir politique. À peine quelques années auparavant, premier ministre du Royaume-Uni, de 1782 à 1783, il supervisait les négociations du Traité de Paris qui mettaient un terme au conflit avec les anciennes colonies britanniques en Amérique. Mais en 1789, âgé de 52 ans, Lansdowne est écarté des premiers cercles du pouvoir et n'occupe plus qu'une place marginale dans la diplomatie britannique. Pourtant, il entend continuer à jouer un rôle, fût-ce de façon informelle. Sa longue carrière, sa fortune et les moyens dont il dispose font de lui l'un des hommes les mieux informés de Grande-Bretagne. L'un de ses contemporains le dit même à la tête d'un réseau d'espionnage privé : « Parmi les grandes villes du continent européen, il n'y en avait presque aucune dans laquelle il n'avait pas un ou plusieurs correspondants par qui il collectait tous les événements locaux d'importance. Il recevait souvent par ce biais des informations [*intelligence*] que le gouvernement n'était pas en mesure de se procurer. »¹ Les négociations du Traité de Paris lui ont ouvert les portes de la diplomatie française – il fréquente notamment le duc Louis Alexandre de La Rochefoucauld d'Anville et son cousin François Alexandre de La Rochefoucauld Liancourt. En tout état de cause, Lansdowne pratique après avoir quitté le ministère une diplomatie informelle. Pourquoi Lord Lansdowne s'intéresse-t-il à la France à la veille de la Révolution ? Quels sont ses objectifs politiques et diplomatiques, alors même qu'il n'est plus officiellement aux affaires ? Qui sont ses informateurs ? C'est en examinant la carrière de deux personnages clefs parmi les agents de Lansdowne en France, le Genevois Étienne Dumont (1759-1829) et l'Anglo-américain Benjamin Vaughan (1751-1835) qu'on pourra esquisser un début de réponse et réfléchir à la nature de ce réseau d'espionnage informel.

1. Lord Lansdowne, un aristocrate francophile éclairé

William Petty Fitzmaurice, second comte de Shelburne reçoit le titre de marquis de Lansdowne en 1784. D'origine anglo-irlandaise, il appartient à la plus haute aristocratie du royaume et siège à la chambre des Lords à partir de 1761. Ce n'est qu'après la guerre de Sept ans qu'il devient un ardent francophile. Au début des années 1770, alors proche de Lord Chatham (Pitt l'Ancien)², il séjourne à Paris à plusieurs reprises. Julie de Lespinasse qui le reçoit et le croise dans les salons parisiens, ne tarit pas d'éloges à son égard³. Lors de son premier voyage, en 1771, il se lie avec l'abbé Morellet avec lequel il entretient une correspondance régulière jusqu'au début du XIX^e siècle.

Son court mandat de premier ministre – il ne reste que huit mois au pouvoir – est principalement marqué par les préparatifs du Traité de Paris. Shelburne dirige les négociations et reçoit secrètement Gérard de Rayneval, premier diplomate de Louis XVI, à

¹ Thomas PARK, *Royal and Noble Authors of England, Scotland and Ireland*, Londres, 1806, vol. 4, p. 471-472. Cité dans Nigel ASTON, « Francophilia and Political Failure: The Case of Lord Shelburne, C. 1760-1789 », *article en cours de publication*. Je remercie Nigel Aston de me l'avoir communiqué.

² Sur la vie politique anglaise pendant cette période, voir Edmond Dziembowski, *Les Pitt. L'Angleterre face à la France, 1708-1806*, Paris, Perrin, 2006, p. 206-311.

³ *Lettres inédites de Mademoiselle de Lespinasse*, éd. Charles Henry, Paris, E. Dentu, 1887, p. 134-135.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

Londres en 1782. S'il ne mène pas en personne les pourparlers, il envoie néanmoins l'un de ses hommes de confiance, le jeune Benjamin Vaughan, traiter directement avec Benjamin Franklin en marge des négociations officielles à Paris⁴. Ce sont d'ailleurs les termes des Traités de Paris et de Versailles considérés par le parlement britannique comme trop favorables aux anciennes colonies qui pousseront Shelburne à la démission.

Isolé sur le plan politique après 1783, celui-ci a été élevé à la pairie et pris le titre de Lord Lansdowne n'est pas un homme de parti, même s'il reste proche des Whigs. Après son départ du ministère, le salon de Lansdowne House à Londres et le château de Bowood sont des hauts lieux du débat politique. En marge des milieux parlementaires, il défend des positions originales parmi la haute aristocratie britannique. Il soutient en effet depuis longtemps les mouvements réformateurs qui ont émergé lors de l'affaire Wilkes en 1766. Dans les années 1780, il apporte son patronage à des personnalités importantes du réformisme non-conformiste, comme Richard Price et Joseph Priestley⁵. L'attention qu'il porte aux dissidents s'étend également aux européens : il reçoit Mirabeau lors de son exil forcé en 1784 et accorde à la même époque sa protection aux patriotes genevois que la révolution conservatrice de 1782 a écartés du pouvoir et exilés⁶.

C'est en matière économique que ses idées font véritablement figure de programme⁷. Grand admirateur de Turgot qu'il a rencontré à Paris par Morellet et proche des milieux physiocratiques en France, Lansdowne a été marqué par sa lecture d'Adam Smith. Il retient avant tout la nécessité du libre-échange et nourrit l'espoir de développer des relations harmonieuses entre les nations par un « doux commerce » libéré des taxes protectionnistes⁸. Cet objectif pèse dans les termes du traité de paix qu'il a négocié avec les anciennes colonies américaines. C'est d'ailleurs une clause de ce traité qui conduit la France et le Royaume-Uni à signer en 1786 un accord de commerce qui réduit considérablement les barrières douanières entre les deux nations⁹. La ratification du traité donne lieu à un débat important à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords en février-mars 1787 durant lequel Lansdowne défend personnellement ce texte. Mais ses ambitions sont plus vastes. Au-delà de l'Europe, le système de libre-échange qu'il imagine englobe aussi les riches colonies du monde Atlantique. Pour lui, l'établissement d'un nouvel ordre économique conduira à la paix et à la stabilité. Sa position est appuyée par Benjamin Vaughan dans ses *Principes du commerce entre les nations* qui paraît en anglais en 1788 et en traduction française au début de l'année suivante¹⁰. Des idées libérales identiques sont portées notamment en France par les héritiers des physiocrates, et notamment par le comte Honoré Gabriel Riqueti de Mirabeau et son

⁴ Né dans les colonies américaines, B. Vaughan connaît Franklin personnellement. Mais en tant que non-conformiste il ne peut exercer de charge officielle auprès du gouvernement britannique.

⁵ John NORRIS, *Shelburne and Reform*, Londres, Macmillan, 1963. Depuis les *Tests Acts* de la fin du XVII^e siècle, les Protestants non-Anglicans (appelés aussi non-conformistes) sont soumis à un régime d'exclusion politique. Il n'est donc pas surprenant que les milieux non-conformistes jouent un rôle de premier plan dans les débats sur la réforme de la représentation parlementaire et l'extension du suffrage jusqu'à la levée des discriminations en 1828.

⁶ Jean BÉNÉTRUY, *L'atelier de Mirabeau. Quatre proscrits genevois dans la tourmente révolutionnaire*, Genève, Société d'histoire et d'archéologie, 1962.

⁷ Derek JARRETT, *The Begetters of Revolution. England's Involvement with France, 1759-1789*, Londres, Longman, 1973, p. 258.

⁸ Richard WHATMORE, « Shelburne and Perpetual Peace: Small States, Commerce, and International Relations within the Bowood Circle », dans *An Enlightenment Statesman in Whig Britain. Lord Shelburne in Context, 1737-1805*, Nigel ASTON et Clarissa CAMPBELL-ORR, Woodbridge, Boydell & Brewer, 2011, p. 249-273.

⁹ Edmond DZIEMBOWSKI, *Les Pitt, op. cit.*, p. 334-36.

¹⁰ *New and Old Principles of Trade compared; or a treatise on the principles of commerce between nations, with an appendix*, Londres, 1788 ; *Principes du commerce entre les nations*, Londres, 1789.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

entourage. Ces idées, largement diffusées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sont partagées par les libéraux des deux côtés de la Manche¹¹. Ces objectifs économiques s'accompagnent bien sûr d'enjeux diplomatiques : libre commerce et prospérité seront les moteurs de l'alliance franco-britannique. Mirabeau est l'un des plus ardents défenseurs de ce projet d'alliance commerciale entre les puissances européennes. En 1786, il écrivait : « À la vérité, la France a des ressources inépuisables ; mais il faut qu'elle soit mieux avertie, mieux servie ; il faut essayer de se rapprocher des Anglais, faire alliance offensive et défensive avec la Prusse. »¹² Lansdowne défend des idées identiques et se fait activement le promoteur de l'amitié franco-anglaise au parlement.

Les premiers mois de la Révolution servent les intérêts communs des promoteurs de la libéralisation du commerce européen. Ils estiment que des réformes rapides permettront à la France de jouer son rôle en tant que puissance européenne et, surtout, en tant que partenaire économique du Royaume-Uni¹³. L'intérêt de Lansdowne pour la France redouble à partir de 1788. Après avoir soutenu Calonne, il reporte ses espoirs de réforme politique et économique sur Loménie de Brienne, dont Morellet est alors très proche. Il envoie son propre fils, le jeune Lord Wycombe, rencontrer non seulement Brienne, mais aussi le duc de La Rochefoucauld et Necker¹⁴. Fin 1788, il se réjouit de l'annonce de la convocation des États-Généraux en ces termes : « [il faut] que les États-[Généraux] soient assemblés rapidement, que la constitution de la Cour Plénière soit revue et qu'elle intègre une sorte d'*habeas corpus* »¹⁵. Les premiers mois de la Révolution mettent en effet en première ligne des aristocrates éclairés dont plusieurs ont suivi de près les négociations des traités de 1783 et 1786, comme le duc de La Rochefoucauld, et bien sûr Mirabeau, étoile montante de l'Assemblée Nationale. Lansdowne peut donc compter, en 1789, sur des réseaux solides et influents en France.

2. Correspondants et informateurs de Lansdowne pendant la Révolution

Tout conduit ainsi Lansdowne à suivre avec attention la politique française à se tenir informé au jour le jour. Loin d'avoir une vision monolithique des événements, il cultive des relations avec des correspondants très divers dont les positions divergent fortement. L'abbé Morellet, par exemple suit de près les développements politiques. Le 30 avril 1788, il écrit à Lansdowne à propos de la suspension imminente de la Cour Plénière par Louis XVI :

Vous aurez sûrement appris par les papiers publics que nous nous attendons ici à quelque grand événement, quelque grand coup de l'autorité relatif aux parlements. Le secret est jusqu'à présent si bien gardé que tout ce que vous avez pu en entendre n'est que conjecture. Dieu veuille que cela tourne bien. Je ne suis pas sans inquiétude¹⁶.

Si Morellet est plutôt bien renseigné, il ne se révèle pas une source très fiable – et Lansdowne ne lui demande pas, d'ailleurs, d'informations trop précises. En effet, si au début

¹¹ Pour le contexte intellectuel et l'essor de ces idées, voir Paul CHENEY, *Revolutionary Commerce: Globalization and the French Monarchy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2010.

¹² G. PALLAIN, *La mission de Talleyrand à Londres, en 1792. Correspondance inédite de Talleyrand... Ses lettres d'Amérique à Lord Lansdowne*, Paris, Plon, 1889, p. xiii.

¹³ Edmond DZIEMBOWSKI, « Lord Shelburne's Constitutional Views in 1782-83 », in *An Enlightenment Statesman in Whig Britain*, op. cit., p. 215–32.

¹⁴ N. ASTON, « Francophilia and Political Failure: The Case of Lord Shelburne, c. 1760-1789 », art. cit.

¹⁵ Ces propos sont rapportés dans *The Correspondence of Jeremy Bentham, Vol. 3, 1781-1788*, Ian R. CHRISTIE (dir.), Londres, Athlone Press, 1971, p. 621.

¹⁶ *Lettres d'André Morellet*, Dorothy MEDLIN, Jean-Claude DAVID, and Paul LECLERC (dir.), Oxford, The Voltaire Foundation, 1991, t. 2, p. 112.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

de la Révolution Morellet voit d'un bon œil les changements qui s'annoncent, il change d'avis dès que les privilèges ecclésiastiques qui assurent ses revenus sont mis en péril. Au cours des années qui suivent ses missives à Lansdowne se font de plus en plus angoissées. Mais Lansdowne reste optimiste, répondant par exemple à ses lettres inquiètes : « Votre Révolution mon cher Abbé, est excessivement dure pour les individus, mais les effets qu'elle ne peut manquer d'avoir sur le monde entier excèdent les pouvoirs notre imagination. Nous devons nous revoir au moins une fois avant de mourir pour discuter de ces grands événements et de leurs conséquences. »¹⁷

Dans les milieux diplomatiques et aristocratiques, c'est son fils, Lord Henry Wycombe, qui est le plus actif et lui fait part, dès le début de 1789, de ses doutes quant aux capacités réformatrices de la monarchie française¹⁸. Il restera en France jusqu'en 1790, le temps de disputer sa maîtresse Mme de Flahaut à Talleyrand. Il y retourne quelques semaines en septembre 1791. Mais surtout, Lansdowne est tenu au courant des affaires par deux de ses proches : Étienne Dumont et Benjamin Vaughan. Étienne Dumont a commencé sa carrière comme pasteur calviniste à Genève. Proche du milieu des Représentants, il a dû quitter la ville en 1782 lors de la révolution conservatrice qui a secoué la ville. Après quelques temps à Saint-Pétersbourg, il a rejoint en 1786 l'entourage de Lord Lansdowne. Il participe notamment à l'éducation Lord Wycombe et fait office de compagnon et de bibliothécaire. Se plaignant à sa famille de son « oisiveté »¹⁹ il a le loisir de poursuivre ses propres objectifs politiques avec la bénédiction de son bienfaiteur : il se rend par exemple à Paris à l'été 1788 pour négocier sans succès le sort des proscrits genevois expulsés en 1782. C'est également la révolution genevoise de 1789 qui le fait revenir dans sa ville natale dès février, puis l'amène à Paris en avril avec son compatriote François Du Roveray, « pour profiter de la rentrée de M. Necker au ministère pour améliorer le sort des exilés »²⁰. Leurs espoirs seront vite déçus et enterrés en octobre par Necker qui met un terme à toute négociation concernant Genève et les Genevois²¹.

Dumont et Du Roveray se sont « établis à Versailles », explique Dumont à Lansdowne le 3 juin 1789 : « soit pour notre objet que nous remplirons du moins en partie en préparant une motion que nous ferons faire dans les Etats-Généraux, soit pour suivre de plus près cet intéressant spectacle et nous mettre en état de tirer l'horoscope de cette assemblée. Dans ce double but, nous nous sommes liés avec un grand nombre de députés et nous assistons régulièrement aux délibérations qui sont publiques »²². Présent aux premières séances des États-Généraux, Dumont retrouve Mirabeau qu'il avait beaucoup l'été précédent lors d'un voyage à Paris aux côtés du jeune avocat anglais Samuel Romilly. Il lui offre ses services pour la rédaction de la *Lettre du Comte de Mirabeau à ses Commettans*²³. Dumont devient vite l'un des collaborateurs les plus proches de Mirabeau, écrivant pour lui bon nombre d'articles et de discours²⁴. Comme Mirabeau, il reste un modéré, un admirateur de la monarchie constitutionnelle à l'anglaise. Pourtant, il se méfie de l'ascendant qu'a pris l'orateur sur la foule des patriotes.

¹⁷ Cité dans Robin EAGLES, « 'Opening the Door to Truth and Liberty': Bowood's French Connection », dans *An Enlightenment Statesman in Whig Britain*, *op. cit.*, p. 213.

¹⁸ *Ibid.*, p. 211.

¹⁹ Fonds Dumont, Bibliothèque de Genève, carton 34, É. Dumont à Jeannette Duval, 23 mai 1788.

²⁰ Étienne Dumont, *Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières assemblées législatives*, Paris, Charles Gosselin, Hector Bossange, 1832, p. 28.

²¹ Fonds Dumont, Bibliothèque de Genève, carton 33, J. Necker à É. Dumont, octobre 1789.

²² Bowood Papers, British Library, carton 8, f. 29, Dumont à Lansdowne le 3 juin 1789.

²³ Le journal de Mirabeau continuera à paraître sous le nom de *Courrier de Provence* jusqu'en janvier 1791.

²⁴ J. BÉNÉTRUY, *L'atelier de Mirabeau*, *op. cit.*, p.186-246 et *passim*.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

Dumont écrit ponctuellement à Lansdowne deux fois par mois. Il lui envoie le *Courier de Provence* qui vient s'ajouter aux nombreuses gazettes et pamphlets, français ou étrangers, que le marquis reçoit pour sa bibliothèque. De ces lettres très détaillées sera tirée en 1792 une relation des premières années de la Révolution publiée à Londres²⁵. Son récit de l'actualité politique constitue en effet un commentaire à la fois précis et réfléchi sur les débats à l'Assemblée, les ragots de la cour et les réactions populaires. Dans quelle mesure Dumont est-il réellement un agent au service de Lansdowne ? Il semble maître de ses déplacements, de ses engagements et de ses contacts politiques. Il ne se présente jamais, ni dans ses mémoires ni dans sa correspondance, comme à la solde de quiconque. Pourtant, il reste obligé envers le marquis, notamment pour des raisons financières qui surgissent de temps à autre dans sa correspondance. La précision des lettres qu'il envoie à Londres est troublante. Mais c'est bien Mirabeau lui-même qui demande à Lansdowne de bien vouloir mettre Dumont à sa disposition à partir du 15 juillet 1789 :

Vous m'appauvrissez beaucoup si vous m'ôtez, ou plutôt si vous ne me donnez pas pour quelque temps encore Monsieur Dumont. Prononcez, My Lord : mais pensez auparavant que la Révolution était plus mûre que nous n'étions prêts à la Révolution ; que nous avons besoin d'être éduqués, et qu'une fois formés nous en formerons bien d'autres²⁶.

Lansdowne est donc tenu régulièrement informé par Dumont, qui dispose d'un statut d'observateur privilégié au cœur même de l'Assemblée Nationale. Le Genevois écrit le 5 août 1789 à Lansdowne :

Je me flatte que j'obtiens mon pardon du long silence que j'ai gardé par mon empressement à vous communiquer des événements si analogues à vos vues, si conformes à vos principes, si propres à vous marquer cet immense progrès des lumières dont vous observez la marche avec tant d'intérêt. Je me trouve trop flatté entre la lettre que le Cte de Mirabeau vous a écrite et celle que vous avez eu la bonté de lui répondre. Ce qu'il y a de vrai, c'est que je sens tout l'avantage de mon séjour ici pour moi-même et que rien n'est plus digne d'être observé que le spectacle actuel de la France.²⁷

Au moment où Mirabeau échafaude en secret des plans pour la fuite du roi, en novembre 1789, Dumont est mis immédiatement dans la confidence. Dans ses *Souvenirs* publiés à titre posthume, il se justifie en expliquant qu'il avait mis Mirabeau en garde immédiatement contre le risque d'une guerre civile, l'avait averti de l'opprobre qui s'attacherait à son nom, et qu'il était parvenu à dissuader Mirabeau de prendre ouvertement le parti de Louis XVI²⁸. Dumont quitte Paris en janvier 1791 – quelques mois à peine avant la mort de Mirabeau – pour Genève avant de rejoindre Londres quelques mois plus tard. Lord Lansdowne lui fait alors attribuer une sinécure (le titre de *Clerk of the Pells* s'accompagne

²⁵ [Étienne DUMONT et Samuel ROMILLY], *Letters Containing an Account of the Late Revolution in France, and Observations on the Constitution, Laws, Manners, and Institutions of the English; Written during the Author's Residence as Paris, Versailles and London, in the Years 1789 and 1790*, Londres, 1792.

²⁶ Mirabeau à Lansdowne, 15 juillet 1789. Cité dans Edmund FITZMAURICE, *Life of William, Earl of Shelburne*, Londres, 1912, t. II, p. 374.

²⁷ Bowood Papers, British Library, carton 8, f. 47, Dumont à Lansdowne, 5 août 1789.

²⁸ É. DUMONT, *Souvenirs sur Mirabeau*, op. cit., p. 207–18.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

d'une pension à vie) à compter de cette date²⁹. Il ne fera plus en France que de brefs séjours et restera en Angleterre jusqu'à la fin de la décennie avant de rejoindre sa ville natale³⁰.

Bien différent est le rôle joué par Benjamin Vaughan, dont la présence aux côtés de Lansdowne depuis le début des années 1780 a déjà été mentionnée³¹. Contrairement à Dumont, il est issu d'une riche famille de négociants basée en Amérique et en Jamaïque et a de nombreux contacts des deux côtés de l'Atlantique. Lorsque Lansdowne quitte le ministère, les deux hommes restent très proches. En juillet 1790, Vaughan part à Paris pour assister à la Fête de la Fédération. Il fait à Lansdowne un récit enlevé de l'ambiance parisienne : « Ce pays a la fièvre, mais il n'est pas malade, c'est une fièvre d'enthousiasme et de sentiments. »³². À Paris, il a rejoint Lord Wycombe et fréquente le duc de la Rochefoucauld – c'est d'ailleurs Vaughan qui informe son ami de la mort de Franklin cette année-là³³. Il voit régulièrement Mirabeau. Le 30 juillet, il est de retour à Londres. Si ce séjour est bref, son expérience parisienne continue à alimenter sa correspondance avec Lansdowne mais aussi avec Thomas Jefferson avec qui il est resté très lié. Le 21 octobre, de retour à Londres, il lui écrit :

En ce qui concerne la France, j'ai confiance en la bonne volonté du plus grand nombre à l'égard de la révolution – quelles que soient les difficultés accidentelles qu'ils rencontrent. Leur persévérance, dans un contexte où leur succès n'est encore qu'imparfait, est selon moi un argument qui plaide en faveur de la stabilité de la révolution. Ils ont beaucoup à faire, beaucoup à changer dans ce qu'ils ont fait, et ne pourront pas tout faire avant une période plus propice³⁴.

L'intérêt de Vaughan pour la cause révolutionnaire est très certainement sincère. De France, il ne rapporte pas d'informations aussi détaillées que celles fournies par Dumont : ses lettres reflètent principalement son propre enthousiasme. Mais son passage en France est directement lié à ses activités radicales. Contrairement à Dumont, qui ne fait pas mystère de son admiration pour la constitution britannique, Benjamin Vaughan appartient au groupe le plus radical dans l'entourage de Lansdowne. Lié à la *London Revolution Society* fondée par le Dr Price et Joseph Priestley en 1788, il est actif dans les cercles non-conformistes et démocratiques. Il participe à plusieurs « dîners patriotiques », comme par exemple dans le faubourg londonien de Hackney en novembre 1790, où une délégation du club des jacobins de Nantes est reçue³⁵. Les archives montrent sans équivoque que Vaughan sert de relais efficace pour rapporter à Lansdowne ce qui se dit à Londres au cours de ces réunions formelles ou informelles où se retrouvent des sympathisants à la cause française.

²⁹ Richard WHATMORE, *Against War and Empire: Geneva, Britain, and France in the Eighteenth Century*, Yale University Press, 2012, p. 296.

³⁰ De 1815 à sa mort en 1829, Dumont contribue activement à la refondation politique du canton de Genève.

³¹ Sur la carrière de Vaughan, voir Michael T. DAVIS, « Vaughan, Benjamin (1751–1835) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004, édition électronique, septembre 2014 ; Alexander DECONDE, « Vaughan, Benjamin », *American National Biography Online*, février 2000. Les deux ressources sont accessibles en ligne.

³² Bowood papers, British Library, carton 20, f. 107, B. Vaughan à Lansdowne, 12 juillet 1790.

³³ Daniel VAUGELADE, *Le voyage en Amérique de La Rochefoucauld-Liancourt, 1794-1798*, Paris, éditions de l'Amandier, 2010, p. 456.

³⁴ Benjamin Vaughan à Thomas Jefferson, 21 octobre 1790, *The Papers of Thomas Jefferson*, vol. 17, 6 July–3 November 1790, Julian P. BOYD (dir.), Princeton, Princeton University Press, 1965, pp. 619–620.

³⁵ Stephen BURLEY, *Hazlitt the Dissenter: Religion, Philosophy, and Politics, 1766-1816*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014, p. 82-83 et note. Ces recherches corrigent l'affirmation de Mathiez selon lequel cette rencontre a lieu à Nantes, voir plus loin.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

En 1792, il obtient le siège de député de la circonscription de Calne – c'est là le résultat direct du patronage exercé par Lansdowne qui contrôle un petit nombre de sièges à la Chambre des Communes. Pourtant, cette protection ne suffit pas à soustraire Vaughan aux suspicions qui pèsent sur son activité politique radicale. En 1794, il est compromis avec plusieurs autres pour ses contacts supposés avec des espions français chargés de préparer un débarquement en Angleterre³⁶. Tombant sous le coup des lois répressives de Pitt, Vaughan passe en France sous le nom de John Martin, ou parfois Jean Martin. Arrivé à Paris en mai 1794, il est arrêté quelques jours plus tard. Rapidement libéré, il s'installe à Bâle, d'où continue à faire des séjours réguliers à Paris grâce à un faux passeport américain. En 1796 il publie un essai, *De l'état politique et économique de la France sous sa constitution de l'an III*, une analyse comparée des nouvelles institutions françaises, un tableau économique qui s'ouvre sur la promesse du rayonnement européen de la France républicaine : pour lui, seul un régime véritablement démocratique et représentatif est réellement propice à l'essor commercial³⁷. Pendant cette période, peu de traces subsistent de sa correspondance avec Lansdowne. Elle reprend lors qu'il rejoint finalement l'Amérique en 1797 où sa femme et ses enfants ont rejoint le reste de sa famille depuis 1795³⁸.

Comme Dumont, Vaughan poursuit lors de ses séjours à Paris, ou bien dans ses engagements, un objectif politique qui ne coïncide pas exactement avec celui de Lord Lansdowne. Pour ces deux hommes, cela n'est en rien contradictoire avec le fait de remplir auprès de leur riche protecteur des fonctions d'informateurs. En outre, ils jouent très consciemment un rôle dans la poursuite d'un projet diplomatique qui dépasse leurs ambitions personnelles.

3. Les négociations franco-britanniques de 1792

Comment alors qualifier les activités para-diplomatiques de Lord Lansdowne dans les premières années de la Révolution française ? En 1789, comme on l'a vu, il poursuit un objectif cohérent : sympathisant des premières années de la Révolution, il place des espoirs importants dans la démocratisation des institutions en France et en Angleterre. Pour lui, il s'agit d'un préalable indispensable à la paix et à l'essor économique. La guerre entre la France et l'Angleterre signerait l'échec de cette politique de réconciliation et la fin de ses projets de modernisation politique dans les deux pays. Ainsi, Lansdowne se fait-il sans relâche à la Chambre des Lords l'avocat de la paix entre la France et le Royaume-Uni dès les premières tensions en 1789 jusqu'à la déclaration de guerre qui prend effet le 1^{er} février 1793. Tout au long de cette période, ses obligés publient des articles et des pamphlets qui appuient ces efforts de diplomatie informelle dans la presse britannique³⁹. Benjamin Vaughan participe notamment à cette campagne de propagande en publiant sous le pseudonyme « A Calm Observer » une série de lettres dans le *Morning Chronicle* entre le 20 juillet 1792 et le 25 juin 1793⁴⁰. Cultiver en France un réseau d'informateurs, s'appuyer sur la popularité de Mirabeau

³⁶ Ibid.

³⁷ [Benjamin VAUGHAN], *De l'état politique et économique de la France sous sa constitution de l'an III*, Strasbourg, 1796.

³⁸ Muni de lettres de recommandations de Benjamin Vaughan, il est possible que Liancourt ait rendu visite à la famille de Vaughan à Hallowell (Maine), une petite ville dont il fait la description dans son *Voyage dans les Etats-Unis de l'Amérique*, Paris, 1799, t. 3, p.98-100. Sur les contacts entre Vaughan et Liancourt, voir Daniel VAUGELADE, *Le voyage en Amérique*, op. cit., p. 45, 455-456.

³⁹ E. de CHAMPS, *Enlightenment and Utility. Bentham in French, Bentham in France*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 101-103.

⁴⁰ [B. VAUGHAN], *Letters on the subject of the Concert of Princes and the Dismemberment of Poland and France (first published in The Morning Chronicle)*, Londres, 1794.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

et encourager les efforts des aristocrates favorables à la première Révolution sont les piliers sur lesquels reposent la réalisation de ce programme. Pourtant, malgré ses prises de position affichées en faveur de la Révolution Lansdowne n'est pas un jacobin : il ne souhaite pas le renversement de la monarchie et est, depuis l'Angleterre, le témoin consterné de la violence dont sont victimes ses amis – au premier rang desquels le duc de La Rochefoucauld d'Anville, exécuté en septembre 1792.

L'épilogue de cette diplomatie informelle se déroule sans doute lors des négociations conduites par Talleyrand pour le compte de la République à Londres en 1792. Le détail de cette mission, telle qu'elle est racontée par Emmanuel de Waresquiel, permet aussi d'inscrire les manœuvres informelles de Lansdowne dans le contexte plus large de la diplomatie menée par Pitt envers la France⁴¹. Connaissant Lansdowne depuis les dernières années de l'Ancien Régime, il partage ses idées économiques – Talleyrand a participé activement aux négociations du Traité Eden-Rayneval de 1786, comme l'aristocrate britannique, il espère selon les termes de son biographe, « une solide alliance politique et commerciale entre les deux royaumes. » Officiellement, sa mission consiste à s'assurer de la neutralité du Royaume-Uni en cas de guerre contre les Bourbon. Cette perspective n'interdit pas des motivations plus prosaïques : en 1792, Talleyrand est secrètement mandaté par les planteurs et marchands des Antilles et des financiers britanniques et français pour pousser la France à concéder aux Britanniques des avantages commerciaux (et même territoriaux) importants aux Antilles et dans l'Océan Indien, en échange d'un prêt substantiel au gouvernement français. Il n'existe pas de preuve de l'implication consciente de Lansdowne et de ses amis dans cette manœuvre de Talleyrand. Il est donc hors de propos de parler d'un complot. Ce qui est certain, c'est que Talleyrand sait qu'il trouvera chez Lansdowne des interlocuteurs qui tiennent autant que lui à éviter la guerre entre la France et le Royaume-Uni et à préserver les intérêts commerciaux des deux nations.

Ce n'est donc pas une coïncidence que Talleyrand soit accompagné lors de sa mission à Londres en janvier 1792 par Jacques-Antoine Du Roveray et Étienne Dumont dont on a présenté le rôle au côté de Mirabeau jusqu'en 1791. On peut ainsi faire l'hypothèse que dans un contexte où l'entourage politique de Pitt devient de plus en plus hostile à la Révolution, Lansdowne qui n'est pas au gouvernement soit l'un des canaux par lesquels peuvent se conduire ces négociations sans compromettre le ministère : les contacts sont alors fréquents entre Lansdowne et Talleyrand⁴². Appuyé par des intérêts économiques considérables, ce plan convainc provisoirement Pitt et ses ministres, persuadés que le contrôle des colonies constitue un enjeu crucial de la puissance britannique. Dans un premier temps, Talleyrand arrache à Pitt une promesse de neutralité. Mais la fuite du roi à Varenne, les événements de septembre 1792 et la condamnation à mort de Louis XVI précipitent le revirement de la Grande-Bretagne. La déclaration de guerre du 1^{er} février 1793 peut donc aussi être considérée comme l'échec de la diplomatie parallèle menée par Lansdowne.

La montée des nationalismes, la radicalisation de la Révolution et l'accroissement de la défiance entre l'Angleterre et la France expliquent pourquoi Lansdowne et ses proches sont immédiatement désignés comme traîtres et ennemis de la nation, autant en France qu'en

⁴¹ E. de WARESQUIEL, *Talleyrand. Le prince immobile*, Paris, Tallandier, 2015, p. 205-212. En revanche, je ne pense pas que Lansdowne et Talleyrand soient directement impliqués dans l'insurrection irlandaise de 1798, voir *ibid.*, p. 216-218.

⁴² Voir par exemple la lettre de Talleyrand à Lansdowne du 3 octobre 1792 qui montre la cordialité des rapports entre les deux hommes, G. PALLAIN, *La mission de Talleyrand à Londres, en 1792, op. cit.*, p. 419-420. Les registres des dîners de Bowood et de Lansdowne House portent également la marque de ces contacts réguliers au cours de l'année 1792. Leur correspondance reprend en 1795, lorsque Talleyrand est en Amérique. Un travail à venir sur les sources en Angleterre et en France permettra de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de *l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités* », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.

Angleterre. Dumont et Vaughan sont régulièrement soupçonnés tout au long de cette période. Ils ne passent pas inaperçus à Paris où leurs liens avec la Grande-Bretagne sont connus et évidemment suspects. Dès 1790, Antoine Du Roveray, est accusé d'être un agent anglais et ne doit son salut qu'à Mirabeau qui intervient directement pour le protéger de ces accusations. En réalité, si la qualification d'espion n'est sans doute pas entièrement juste en 1790, elle le devient rapidement : en 1792, Du Roveray se met au service de Pitt⁴³ - mais ce n'est nullement le cas de Dumont. Dans sa diatribe contre-révolutionnaire, l'abbé Soulavie se fait en 1801 l'écho de ces rumeurs et persifle, à propos des Genevois : « l'Angleterre n'avait pas accueilli avec des intentions pures ces révolutionnaires dans son sein, elle ne les avait pas déversés sans projet dans la France en révolution. » Selon lui, si l'Angleterre a fait appel aux Genevois, c'est parce qu'elle ne voulait pas être directement compromise dans la chute de la monarchie française, qu'elle orchestrait pourtant en secret depuis l'autre rive de la Manche⁴⁴. Vaughan a moins de chance que son ami Dumont. Accusé de haute trahison en Angleterre, il n'est pas moins suspect aux yeux des Français lorsqu'il arrive à Paris. Comme l'a raconté Albert Mathiez, les Thermidoriens se servent d'une de ses lettres à Robespierre pour accuser ce dernier d'avoir fomenté des complots contre-révolutionnaires avec le soutien des Anglais⁴⁵. Mais si Mathiez a raison d'affirmer que Vaughan n'est en rien un agent de Pitt – à qui tout l'oppose politiquement et idéologiquement – il n'en est pas moins certain qu'il a joué un rôle actif d'informateur, usant de sa bonne connaissance des milieux radicaux français et anglais auprès de Lansdowne, et non de Pitt.

En Angleterre, Lansdowne et ses amis sont soupçonnés de déloyauté depuis les premiers événements de la Révolution. L'amitié que Lansdowne porte à la France, ses prises de position publiques en faveur de la paix entre les deux nations, sont immédiatement taxées de trahison envers l'Angleterre. Au-delà de Price et de la Société des amis de la Révolution, c'est d'ailleurs Shelburne qui est vilipendé par Edmund Burke qui dénonce les apories politiques de sa position dès 1790 dans les *Réflexions sur la Révolution de France*⁴⁶. Dans les pamphlets et les caricatures loyalistes, c'est Lansdowne lui-même qui est régulièrement présenté comme étant à la tête d'un réseau d'espionnage jacobin. Ainsi, James Gillray, le montre en contrebandier complotant contre les intérêts de l'Angleterre en fournissant des armes aux sans-culottes [voir image ci-dessous]. Ce n'est pas là, on s'en doute, une accusation crédible. Pourtant, le rôle joué par Lansdowne dans la diplomatie franco-britannique dans les premières années de la Révolution permet d'écrire un chapitre méconnu de l'histoire des relations entre les deux nations et d'attirer l'attention sur la façon dont les intérêts politiques et économiques s'entrecroisent pour donner forme à la diplomatie européenne lors de la chute de l'Ancien Régime.

⁴³ Hugues MARQUIS, *Agents de l'ennemi : les espions à la solde de l'Angleterre dans une France en Révolution*, Paris, Vendémiaire, 2014. Se concentrant sur les réseaux d'espionnage financés par le ministère anglais après 1793, cet ouvrage ne fait pas mention des faits antérieurs relatés ici.

⁴⁴ Jean Louis Giraud SOULAVIE, *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI, depuis son mariage jusqu'à sa mort. Ouvrage composé sur des pièces authentiques fournies à l'auteur, avant la révolution, par plusieurs ministres et hommes d'État : et sur les pièces justificatives recueillies, après le 10 août, dans les cabinets de Louis XVI, à Versailles, et au château des Tuileries*, 1801, p. 310–311.

⁴⁵ Albert MATHIEZ, « Robespierre et Benjamin Vaughan », *Annales Révolutionnaires*, 9/1, 1917, p. 1–11.

⁴⁶ Edmund BURKE, *Réflexions sur la révolution de France*, P. RAYNAUD (éd.), Paris, Hachette, 1986, p. 5-6. La correspondance de Burke révèle l'inimitié farouche qui l'oppose à Lansdowne.

Emmanuelle de Champs – communication à la JE « *Grandes Oreilles* » de l'Antiquité au XXI^e siècle : légendes et réalités », château de la Roche-Guyon le 6 février 2016.



‘La cause réelle de la hausse des prix, ou Vue de la côte de l’Angleterre, avec des agents à la solde de la France faisant passer par contrebande des provisions vers la France.’ 11 mai 1795
James Gillray, publié par Hannah Humphrey, gravure coloriée à la main du 11 mai 1795
Collections de la National Portrait Gallery, Londres.